



Les annulations de vols basées sur de faux renseignements?

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 18 février 2004

[L'Aut' Journal](#) 3 février 2004

Région : [États-Unis](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

Il est maintenant admis que l'ordre d'annuler les vols d'Air France entre Paris et Los Angeles au cours des vacances de Noël était basé sur des informations inventées de toutes pièces. Mais cette situation a néanmoins permis de justifier un niveau d'alerte orange pendant toute la période des Fêtes.

C'est à la suite des pressions en provenance de Washington que le premier ministre Raffarin a ordonné l'annulation des vols. En fait, le secrétaire d'État Colin Powell était entré en communications avec son vis-à-vis français, le ministre Dominique de Villepin, qui a transmis l'information au premier ministre Raffarin.

Selon la version officielle des événements, Washington avait identifié six membres d'Al Qaeda et des Talibans sur une liste de passagers d'Air France. Selon le Seattle Post Intelligence, les responsables américains du contre-terrorisme ont déclaré que leur enquête portait sur une « information crédible » selon laquelle six hommes à bord du vol 68 d'Air France, qui devait se poser à Los Angeles à 16h05, pouvaient être en train de planifier le détournement de l'avion et son écrasement près de Los Angeles ou chemin faisant.

Selon un haut responsable du contre-terrorisme américain, cette information était basée sur de renseignements fiables et corroborés par différentes sources. Certains de ces hommes avaient le même nom que des membres identifiés de Al-Quaida et des Talibans. Un des hommes aurait même été un pilote de ligne avec un permis de vol pour les avions commerciaux.

Les autorités américaines ont également diffusé l'information selon laquelle quelques deuxcent passagers et membres d'équipage du Vol 68 étaient interrogés à l'aéroport Charles-de-Gaulle à Paris.

Le Seattle Post Intelligence révélait également que des responsables américains avaient tenu au cours de cette période de longues réunions pour passer au crible les rapports des services de renseignement qui évoquaient la possibilité d'activités terroristes aux Etats-Unis au cours de ce long congé. La Californie aurait été dans le collimateur des terroristes, selon des rapports qui laissaient planer la possibilité d'utilisation d'armes biologiques, chimiques, radiologiques ou autres « bombes sales ».

Sous le couvert de l'anonymat, des officiels américains ont fait courir le bruit que des enquêteurs s'étaient intéressés au Vol 68 suite à l'interception de « conversations » de présumés terroristes.

Ces informations en mains, les autorités américaines ont contacté les services de renseignements français. Elles ont imposé à la compagnie Air France l'annulation du Vol 68, de même que d'autres vols en direction de l'aéroport international de Los Angeles, ayant été prévenu que plus d'un vol était visé.

Au même moment, d'autres informations justifiant le niveau d'alerte orange ont été coulées aux chaînes d'information. Le Washington Post a rapporté qu'il y avait peut-être « un complot pour détourner un avion d'Air France et le faire s'écraser à Las Vegas le jour de Noël. »

D'autres médias ont confirmé que les « informations obtenues par les agences de renseignement américaines étaient très, très précises ». Pendant ce temps, le réseau Fox News émettait l'hypothèse qu'Al Qaeda « mène une campagne de désinformation pour nous faire dépenser de l'argent, créer la panique au sein de la population et, peut-être, tester nos systèmes de défense pour évaluer notre réponse. »

Nul besoin d'ajouter que ces reportages médiatiques inventés de toutes pièces ont contribué à créer une atmosphère de crainte et d'intimidation. À l'aéroport de Los Angeles, on a assisté à un déploiement maximal d'agents du FBI et du contre-terrorisme.

Cependant, après les vérifications opérées par les services de renseignement français, il s'est avéré que cette alerte était un canular. Les informations n'étaient pas « très, très précises », comme l'avaient soutenu les services de renseignement américains.

Les six présumés membres d'Al Qaeda étaient un enfant de cinq ans, dont le nom a été confondu avec un présumé terroriste tunisien, une vieille dame chinoise propriétaire d'un restaurant à Paris, un vendeur d'assurances gallois et trois ressortissants français.

Le 2 janvier, le gouvernement français confirmait que les informations transmises par Washington étaient erronées. Les autorités françaises déclarèrent qu'il « n'y avait aucune trace d'Al Qaeda parmi les passagers. »

Mais, en fait, ces « incohérences » dans les informations du renseignement américain avaient été mises à nu dès le 23 décembre par les services anti-terroristes français, qui avaient poliment réfuté les soi-disant « sources crédibles ».

Les experts du contre-terrorisme français s'étaient montrés très sceptiques dès le départ. Les informations n'étaient pas transmises par les canaux habituels du FBI et de la CIA, mais par la voie diplomatique.

« Comment est-il possible que dans des domaines aussi sensibles du renseignement, les Américains se soient trompés à ce point sur l'identité d'un aussi grand nombre de passagers ? », confiait un enquêteur français au journal Libération.

L'affaire a connu d'autres développements. Le 2 janvier, British Airways a dû annuler un de ses vols entre Londres et Washington, sur la base d'informations « crédibles » des services de renseignement américains et britanniques. Le Jour de l'An, le Vol BA 223 de British Airways fut escorté par des avions américains F-16 jusqu'à l'aéroport Dulles, où des agents du FBI ont investi l'avion dès son atterrissage.

Au même moment, le bureau de la présidence mexicaine a publié un communiqué déclarant que « les informations en provenance des services de renseignement américains qui ont

conduit à l'annulation de deux vols de Aero Mexico étaient « peu convaincants. » »

La décision d'annuler six vols d'Air France a été prise après deux jours de négociations entre la France et les États-Unis. Si les informations avaient été crédibles, Air France aurait immédiatement pris l'initiative d'annuler les vols. Mais ce n'est pas ce qui s'est produit.

Les vols ont été annulés sur l'ordre du premier ministre français après consultation avec le secrétaire d'État Colin Powell. Cette décision fut prise seulement une fois que fut complétée l'enquête française, qui a démontré que les informations n'étaient pas fondées.

En dépit de cette réfutation, le secrétaire à la sécurité intérieure Tom Ridge a insisté pour maintenir l'ordre de garder les avions au sol. Si Air France ne s'y était pas plié, ses avions n'auraient pu utiliser l'espace aérien américain.

Inutile d'ajouter que si les vols n'avaient pas été annulés, l'administration américaine n'aurait eu aucune justification pour maintenir le niveau d'alerte orange.

C'est seulement le 2 janvier que les autorités américaines ont admis être dans l'erreur, proclamant que c'était un cas d'une inévitable « erreur d'identité ». Mais, le Département du Homeland Security réaffirmait quand même que « les annulations étaient basées sur des informations fiables. »

Est-ce de l'incompétence ou une manœuvre délibérée? Dans tous les cas, une enquête publique sur le travail du Département du Homeland Security s'impose. Désinformer pour créer une atmosphère de peur et d'intimidation est non seulement un acte criminel, c'est aussi un acte de trahison, émanant des plus hautes sphères de l'État.

La source originale de cet article est [L'Aut' Journal](#)

Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), [L'Aut' Journal](#), 2004

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including The Globalization of Poverty and The New World Order (2003), America's "War on Terrorism" (2005), The Global Economic Crisis, The

Great Depression of the Twenty-first Century (2009) (Editor), Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War (2011), The Globalization of War, America's Long War against Humanity (2015). He is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca